

V O L . X C V N ° 7 9 ◆

LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 AVRIL 2004

$$2.18 \$ + \text{TAXES} = 2.50 \$$$

*Chacun
des 140 000
joueurs compulsifs
coûte entre 18 000\$
et 56 000\$ par
année à la société*

Au moment où Loto-Québec met la touche finale à son nouveau plan d'affaires, deux nouvelles études américaines relancent avec force le débat sur la pertinence économique et sociale d'implanter des casinos et de multiplier l'offre de jeu. Nombre de faillites personnelles deux fois plus élevées là où sont situés les temples du hasard, augmentation de la criminalité, fraude contre les employeurs... Des conséquences qui coûteraient au bas mot 2,5 milliards de dollars par année au Québec.

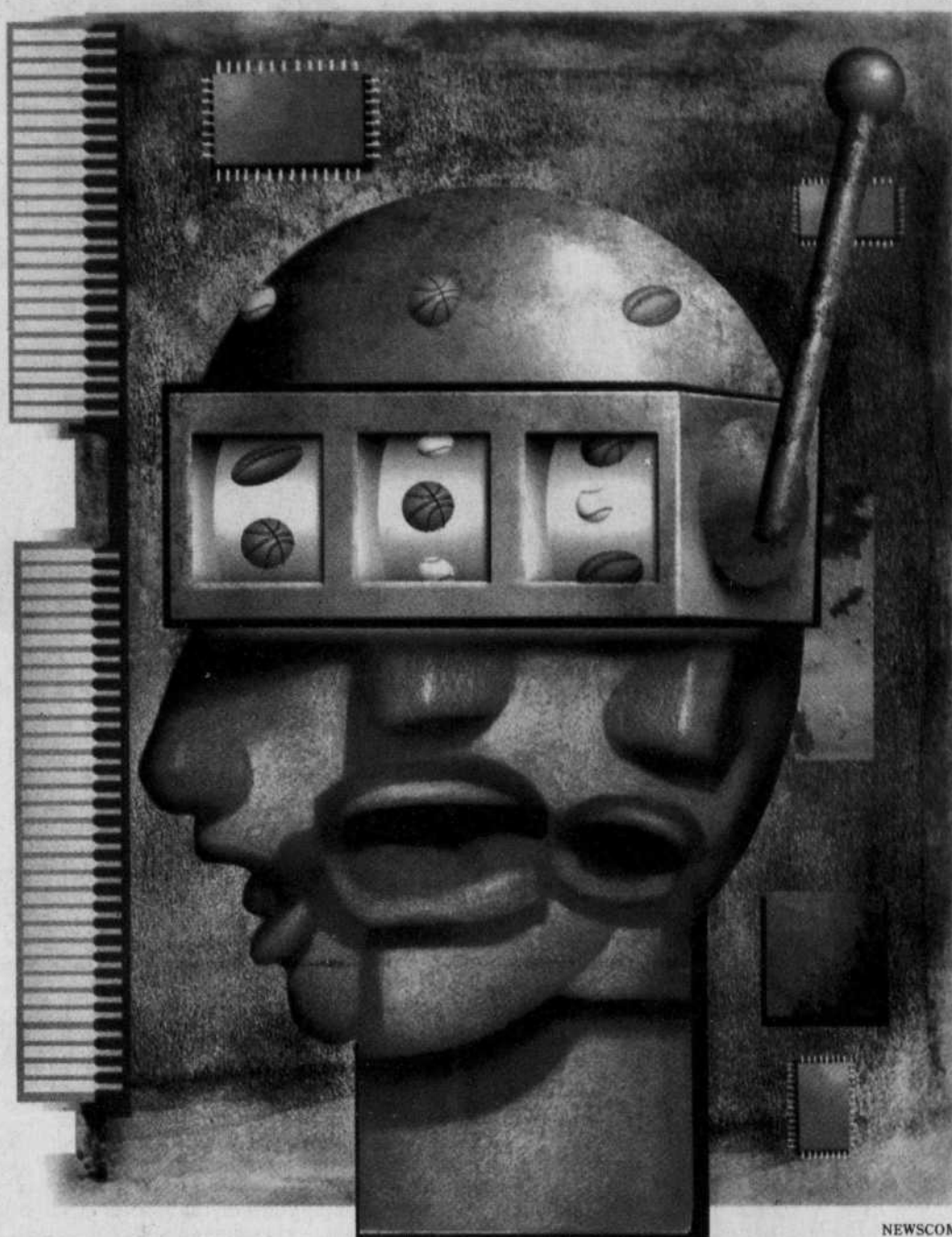
ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

L'étude était à peine sortie de l'imprimante que déjà le bouche à oreille avait alerté certains grands médias américains et plusieurs municipalités. À l'heure où des dizaines de villes chez nos voisins du Sud réfléchissent à l'opportunité d'installer des casinos pour augmenter les revenus des gouvernements, la recherche de l'économiste Ernie Goss et du professeur en droit Edward Morse, de l'université Creighton, jette un énorme pavé dans la mare.

Entre 1990 et 2000, les comtés américains qui renferment une maison de jeu ont affiché un nombre de faillites personnelles deux fois plus élevé que les autres régions urbaines en tout point semblables économiquement. Les auteurs de *The Impact of Casino Gambling on Bankruptcy Rates: A County Level Analysis* n'ont pas lésiné sur les moyens, scrutant

VOIR PAGE A 10: JEU

- **Malades du jeu, page A 2**
- **Concilier l'État infirmier et l'État tenancier, page B 5**



NEWSCOM

« C'est la situation la plus sérieuse à laquelle nous ayons dû faire face »

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE
ET REUTERS

Londres — La dégradation de la situation en Irak était suivie avec inquiétude hier à Londres, un an après la chute de Saddam Hussein et à quelques jours de la visite de Tony Blair aux États-Unis pour des entretiens avec son ami George W. Bush et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

« Il n'y a aucun doute que la situation actuelle est très sérieuse, et c'est la plus sérieuse à laquelle nous [la coalition] ayons dû faire face », a déclaré Jack Straw, ministre britannique des Affaires étrangères, interrogé sur la BBC Radio.

« Je ne veux pas minimiser les problèmes que nous affrontons, ils sont sérieux, mais il faut les replacer dans le contexte d'un Irak maintenu par Saddam Hussein sous le règne de la terreur », a ajouté le ministre britannique.

Aussi préoccupante que soit la situation, les entretiens du 16 avril prévus entre le premier ministre britannique et le président américain ne sont pas à assimiler



VOIR PAGE A 10: IRAK

■ 11 septembre 2001:
la faute au FBI?, page B 1

■ À lire en page B 2



JOYEUSES PÂQUES

***Le Devoir* ne sera pas
publié lundi. De retour
mardi. Bon congé.**

INDEX

Actualités.....	A 2	Monde.....	A 8
Annonces.....	C 5	Mots croisés..	C 7
Avis publics..	C 7	Météo.....	C 7
Carrières.....	C 3	Perspectives..	B 1
Décès.....	C 6	Politique.....	A 3
Économie.....	C 1	Rencontres....	D 2
Editorial.....	B 4	Société.....	B 6
Idées.....	B 5	Sports.....	C 10

Mobilisation internationale

face au « nettoyage ethnique » orchestré par Khartoum

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

L'indifférence récidiviste avec laquelle la majorité des gouvernements occidentaux ont accueilli le dixième anniversaire du génocide des Tutsis du Rwanda a radicalement tranché cette semaine avec l'émoi soulevé par les preuves accablantes de recours au «nettoyage ethnique» contre la population noire du Darfour, situé dans l'ouest de l'immense Soudan.

Se déroule depuis le début de 2003 dans le Darfour, une région pauvre et isolée, peuplée de six millions d'habitants, un conflit sanglant qui oppose des milices armées par le régime de Khartoum, dominé



vers le Tchad voisin, et jusqu'à 10 000 morts, essentiellement parmi les civils des communautés noires qui peuplent la région. Certaines ONG sont allées jusqu'à avancer le chiffre de 1000 tués par semaine.

Le coordonnateur des activités humanitaires de l'ONU au Soudan, Mukaesh Kapila, estimait récemment que ce conflit «est aujourd'hui la plus grande catastrophe mondiale sur le plan humanitaire et pour les droits de l'homme». Un autre responsable onusien a déclaré il y a une dizaine de jours que les milices arabes, qui comptaient 20 000 hommes, «pillent, brûlent, parfois bombardent les communautés de Noirs d'origine africaine» et emploient «les tactiques de la



NEWSCOM

NEWS
Les femmes et les filles sont couramment violées, les enfants enlevés et les villages rasés par le feu.

VOIR PAGE A 10: SOUDAN

À VENIR...

UN CAHIER AUTOMOBILE

pour chaque mois de l'année 2004.

LE PROCHAIN...

le mercredi 14 avril 2004

LE DEVOIR



• LES ACTUALITÉS •

Malades du jeu

Au Québec, on dénombre 140 000 joueurs compulsifs

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

L'engrenage dans lequel se prennent les adeptes des jeux d'argent est presque toujours le même. Quelques événements qui s'enchaînent, souvent avec un appareil de loterie vidéo comme déclencheur, menant à une descente aux enfers, à une déchéance financière et à un désespoir que même les joueurs compulsifs rencontrés sont incapables de décrire.

Résidant de Sept-Îles à l'époque, Guy T. a goûté au jeu en 1996, quand les appareils de loterie vidéo se sont multipliés dans les bars de la ville. «J'ai mis 7 \$ là-dedans et je suis sorti avec 700 \$», raconte-t-il. Je me suis dit que je venais de trouver un filon pour faire de l'argent facile. J'ai remis 20 \$ et j'ai fait 500 \$! Le lendemain, j'y suis retourné. Pour faire de l'argent, mais surtout pour retrouver l'incroyable sentiment de joie et d'excitation qui t'anime quand tu gagnes. Mais j'ai tout perdu. Je suis devenu hypnotisé par la machine. Comme une drogue. En un an, j'ai claqué 55 000 \$.

«Je savais qu'il n'y avait pas d'argent à faire avec ça, mais c'était plus fort que moi»

faux chèques et tous les commerces de la ville me couraient après, se rappelle-t-il tristement. J'ai dû emprunter de l'argent au crime organisé pour jouer. Je leur devais 25 000 \$ à un certain moment.

Comme 50 % des joueurs pathologiques, il s'est donc mis à commettre des crimes afin de garder la possibilité de mettre de l'argent dans la machine, devenue son pusher de joie, même quand il perdait des sommes faramineuses, parfois 4000 \$ par jour. «Quand tu dois de l'argent à des criminels, tu fais ce qu'ils disent, surtout quand tu ne peux pas rembourser», continue Guy T. Je vendais 250 000 \$ de cocaïne par année. J'ai eu le gun dans la bouche une couple de fois pour que je crache ce que je devais. Mais dès que j'avais un peu d'argent, je le claquais dans les machines. Même rendu là, je ne pouvais pas m'arrêter. J'ai battu des gens que je ne connaissais pas mais à qui le crime organisé voulait donner une leçon. J'avais honte de moi, je n'étais pas comme ça avant.

Sa femme et sa fille l'ont quitté, comme cela arrive souvent dans de telles situations. «Je n'ai pas vu ma fille depuis quatre ans. Ça m'attriste énormément». Aujourd'hui, après quelques thérapies, la plupart en isolement pendant 28 jours dans une maison spécialisée, Guy n'est toujours pas complètement sorti de sa dépendance. Il a fait trois rechutes depuis un an, dila-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Comme plusieurs autres, Guy T. a commencé sa descente aux enfers en mettant quelques dollars dans un appareil de loterie vidéo. Gagne un peu, perd beaucoup, après un certain temps «je suis devenu hypnotisé par la machine. Comme une drogue».

pidant près de 70 000 \$ au passage. «Mes dettes au crime organisé sont au moins réglées», dit-il. Il le fallait, parce que ma famille commençait à subir des pressions et des menaces. Là, je suis sobre depuis quelques semaines. Je prends les jours un à la fois. Je dois vivre au moment présent.

Alain T. a été dans le même bateau. En quatre ans, il a flambé plus de 500 000 \$ dans des machines à sous. Il a touché le fond du baril lui aussi, flirtant régulièrement avec le crime organisé pour pouvoir

jouer. Après une thérapie avec des toxicomanes, il est devenu intervenant à la Maison Claude-Bilodeau, qui s'occupe des joueurs pathologiques à Sainte-Marie-de-Beauce. Il a recouvré la santé mentale, le jeu compulsif étant une maladie reconnue depuis 1980.

«Je ne l'admettais pas, raconte-t-il. Je ne suis pas un cave, pourtant! Je savais qu'il n'y avait pas d'argent à faire avec ça, mais c'était plus fort que moi. Ce n'est pas logique, c'est un mal de vivre, une honte que je portais en moi tous les jours. J'ai voulu me suicider plu-

sieurs fois. Quand je suis arrivé à ma thérapie en retraite fermée, je n'avais plus rien. Un sac vert, deux ou trois morceaux de linge, c'est tout.» Aucun des deux hommes n'a déclaré faillite personnelle pour autant.

Ces deux cas sont loin d'être uniques alors que la province compte près de 140 000 joueurs

VOIR PAGE A 3 MALADES

Quelques chiffres... au hasard

- 90 % des joueurs compulsifs utilisent tout leur chèque de paye et toutes les économies familiales pour s'adonner au jeu.
- 83 % ont déjà emprunté de l'argent à leur famille, à leurs amis ou à une banque pour jouer.
- 66 % s'absentent de leur travail pour jouer.
- 50 % ont déjà commis un crime pour pouvoir jouer.
- 37 % ont déjà volé plus de 5000 \$ à leur employeur.
- 36 % perdent leur emploi à cause du jeu.
- 28 % accumulent des dettes qui

- les mènent à la faillite.
- 26,8 % ont tenté de se suicider.
- 76 % des adolescents ont déjà joué à des jeux de hasard.
- 5 % des ados voudraient arrêter mais s'en disent incapables.
- 3,6 % des ados sont déjà des joueurs compulsifs.

- 90 % des joueurs compulsifs sont accros aux appareils de loterie vidéo (ALV).
- Nombre d'ALV au Québec: 14 300.
- Dette des joueurs pathologiques lorsqu'ils déclarent faillite: entre 75 000 et 150 000 \$.

- Selon un sondage Léger Marketing de 2001, 5 % des Québécois avouent être des joueurs compulsifs. C'est la plus forte proportion au Canada (2,4 %), devant l'Alberta (2,2 %) et les provinces atlantiques (2,2 %).

- Coût d'un joueur pathologique pour la société: entre 18 000 et 56 000 \$ par année.
- Au Québec, 2,1 % de la population serait constituée de joueurs pathologiques, soit plus de 140 000 personnes. Une augmentation de 75 % depuis 1989. Coût annuel pour la société: environ 2,5 milliards.
- Au Canada, près de 600 000 personnes seraient des joueurs compulsifs. Facture annuelle: 12,5 milliards.

- 82,7 % des Québécois jouent à des jeux d'argent, contre 78,9 % dans le reste du Canada.

- Nombre d'appels au Centre jeu aide et référence: 1995: 1100; 2000: 6671.

- Loto-Québec en 2003
Revenus totaux: 3,7 milliards de dollars
Revenus des loteries: 1,8 milliard
Revenus des ALV: 1,1 milliard
Revenus des casinos: 747 millions
Bénéfice net: 1,44 milliard
Dividendes au gouvernement: 1,31 milliard
Dépenses pour le jeu pathologique: 20 millions
Budget publicitaire: 21 millions
Employés: 6800

Sources: Statistique Canada, Centre québécois d'excellence pour la prévention et le traitement du jeu, Léger Marketing, INSPQ, Santé Canada, Loto-Québec, Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec.

Prenons position pour l'UQAM



Réal Raymond
(UQAM, M.B.A. 86)
Président de la campagne majeure de développement
Président et chef de la direction
Banque Nationale du Canada

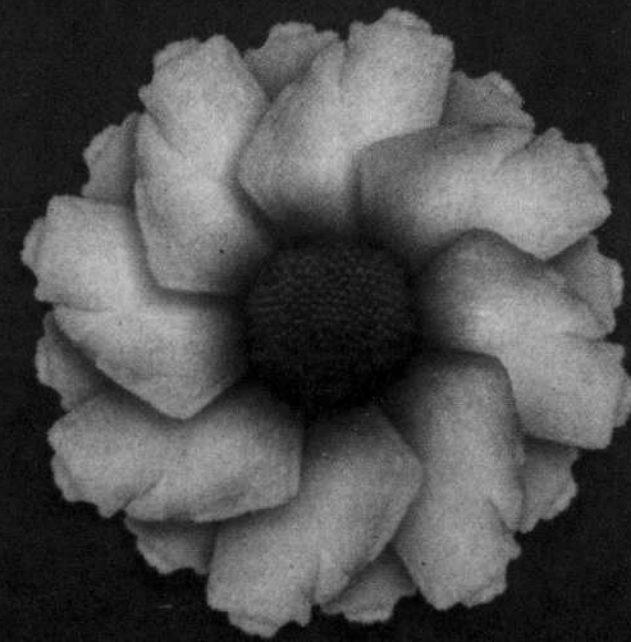
Depuis 35 ans, l'UQAM investit dans notre principale richesse sociale: le talent et l'éducation. Parce que les plus grands créateurs, les chercheurs et les chefs de file en devenir sont partout autour de nous, prenons position pour contribuer à l'avancement de la société. Diplômés et partenaires, appuyons la campagne majeure de développement de l'UQAM.

UQAM
Prenez position

LINEN CHEST

La beauté intérieure

Grattez &
ÉCONOMISEZ!
JUSQU'À 50% DE RABAIS
sur le plus bas prix étiqueté.



IL NE RESTE QUE 2 JOURS!
AUJOURD'HUI ET LUNDI SEULEMENT.
(MAGASINS FERMÉS LE DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS)

Venez en magasin pour découvrir nos rabais.

Cette offre prend fin le 12 avril 2004.
Tous les rabais sont applicables sur tout en magasin, à l'exception des articles de liquidation, des réductions de 50% à 70%, des boîtes de mariage, des produits vendus ou achetés antérieurement et les certificats cadeaux.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS
Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville)
Galerias Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
SERVICE À DOMICILE 514.341.7810
www.linenchest.com

LE DEVOIR

POLITIQUE



22 au 25 avril 2004
Palais des congrès de Montréal
Salon
des vins et spiritueux
de Montréal



MALADES

SUITE DE LA PAGE A 2

compulsifs comme Guy et Alain. Fraudes fiscales, vols, crimes, emplois perdus, problèmes familiaux, dettes... des problèmes qui coûtent à la société québécoise près de 2,5 milliards de dollars par année (voir texte en page A 1).

Les deux hommes sont évidemment contre l'idée de Loto-Québec de déménager le Casino de Montréal plus près du centre-ville, comme la société d'Etat envisage encore de la faire. Des détails seront certainement donnés d'ici la fin du mois dans le cadre du dépôt du nouveau plan d'affaires. «J'étais trop loin de Montréal pour y aller, ça prenait trop d'organisation, dit Alain. Mais s'il avait été juste à côté, c'est là que j'aurais tout perdu. L'ambiance est meilleure que dans le fond d'un bar. Quand je

«J'ai dû emprunter de l'argent au crime organisé pour jouer»

contre l'expansion des jeux de hasard et d'argent, espère lui aussi voir la société d'Etat pencher en faveur du maintien du casino sur l'île Notre-Dame. «Les quelques kilomètres de distance que les gens doivent parcourir à partir du centre-ville les empêchent d'aller jouer le midi ou dans une pause au travail parce qu'ils doivent prendre leur auto et se déplacer, dit-il. À côté du bureau, il n'y aura plus de limite. On accrochera plus facilement des gens qui ont une chance de devenir des joueurs compulsifs. Et ne me parlez pas des touristes. Au centre-ville, c'est vraiment pour viser la population locale.»

Les problèmes de jeu attaquent toutes les couches de la société sans distinction, rappelle Alain Dubois, éditeur du site Internet Jeu compulsif.info. «Du directeur informatique à la dame de 65 ans à la retraite, n'importe qui peut en être victime.» Il estime que les 20 millions de dollars que Loto-Québec consacre chaque année à la prévention du jeu pathologique sont insuffisants. La société d'Etat peut malgré tout se vanter d'être l'organisme qui dépense le plus d'argent pour combattre le fléau du jeu compulsif en Amérique du Nord. Le prochain plan d'affaires pourrait d'ailleurs ajouter d'autres sommes.

Elisabeth Papineau, chercheuse à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et spécialiste des jeux de hasard et d'argent, voudrait que le gouvernement en demande moins à Loto-Québec. «Ce qui est irresponsable, c'est de demander les mêmes rendements à Loto-Québec qu'aux autres sociétés d'Etat, soutient-elle. Il faudrait avoir un plafond de revenus et limiter l'offre de jeu. Le jeu cause des problèmes, et il faudrait que le gouvernement commence par le reconnaître.»



Coccoli

chez

Deslongchamps



1007, rue LAURIER ouest,
Outremont
Tél.: 274-2442

Des moments éprouvants pour la famille du Lavallois enlevé en Irak

Fadi Fadel, un coopérant, était allé là-bas pour aider les enfants

DONALD MCKENZIE
PRESSE CANADIENNE

Les proches de Fadi Ihsan Fadel ont attendu avec impatience, hier, des nouvelles du coopérant enlevé en Irak en espérant qu'il aurait le plus beau des cadeaux pour son anniversaire: la liberté.

«Il a 33 ans aujourd'hui [hier], a affirmé Ghayas Fadel, son frère. C'est si triste. Nous aurions aimé l'appeler et lui dire combien nous l'aimons et combien nous nous en faisons pour lui. Mais il est pris quelque part. Nous espérons qu'il est bien traité et nous espérons qu'on ne lui fait pas de mal.»

Fadi Ihsan Fadel, un travailleur humanitaire, était en Irak pour le compte du Comité international de secours, basé à New York, lorsqu'il a été enlevé

au début de la semaine alors que les affrontements prenaient de l'ampleur sur le terrain.

Plusieurs enlèvements ont eu lieu en Irak ces derniers jours, ce qui laisse craindre qu'il s'agisse peut-être d'une nouvelle tactique adoptée par ceux qui s'insurgent contre la présence de la coalition menée par les États-Unis en Irak.

La mère de Fadi, Roueida Fadel, n'en croyait pas ses yeux lorsqu'elle a vu les images de son fils sur CNN. «Lorsque je l'ai vu à la télévision comme ça, j'ai dit: "Pourquoi? Pourquoi? Oh mon Dieu." C'était un choc.»

«C'est un très bon garçon. Il est si gentil. Nous l'aimons. Il nous aime.

Il fait tellement attention à nous. Vous ne pouvez pas imaginer combien il aime cette famille.»

«Nous espérons qu'il est bien traité et nous espérons qu'on ne lui fait pas de mal.»

«Sa vie et sa santé sont nos priorités et nos efforts sont mis sur sa libération.»

Cet enlèvement a convaincu le ministère des Affaires étrangères de conseiller aux Canadiens de ne

pas voyager en Irak et à ceux qui s'y trouvent de quitter le pays. Le site Internet du ministère précise que «la situation demeure dangereuse et imprévisible, et [que] la menace pesant sur les étrangers, y compris les Canadiens, demeure élevée» en Irak.

Dan McTeague, le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, a confirmé que l'avis aux voyageurs avait été diffusé en raison de l'enlèvement. «Cela reflète également la préoccupation au sujet d'une situation non sécuritaire là-bas. Et le gouvernement ne peut garantir aucunement la protection d'une personne dans une situation qui se détériore.»

La famille Fadel est arrivée au Québec de la Syrie lorsque Fadi avait 19 ans. C'est en février dernier que le travailleur humanitaire

est parti pour l'Irak pour aider des enfants, un travail qu'il fait depuis 10 ans.

Son frère, Ghayas, a affirmé que lui et les autres membres de sa famille ont été vraiment bouleversés lorsqu'ils ont vu la photo de Fadi à la télévision.

«C'était un choc total. Je n'étais plus capable de me tenir debout. Il fallait que je m'assois. C'était horrible de voir mon frère que j'aime beaucoup là, à la télé, dans l'état où il était. C'était un choc, on ne peut pas le décrire.»

«C'est un cauchemar pour nous. On ne sait pas où il est. On n'a aucune idée de son état, s'il est bien traité.»

Ghayas a parlé à son frère lundi dernier, lorsqu'il a téléphoné pour rassurer sa famille et dire que les choses allaient bien, malgré les affrontements meurtriers.

EN BREF

Les Khadr rentrent au pays

(PC) — Deux des membres d'une famille canadienne ayant été associée au réseau al-Qaïda sont rentrés au pays, hier, tandis que se poursuivait la controverse entourant leurs présumés liens avec le réseau terroriste. Maha Elsamnah, 47 ans, et son fils de 14 ans, Karim Khadr, paralysé depuis une fusillade avec les forces de sécurité pakistanaises, ont été accueillis par des proches et des journalistes à leur descente d'un avion en provenance de Grande-Bretagne, à l'aéroport international Pearson, à Toronto. Karim Khadr, blessé lors d'un échange de coups de feu au Pakistan, a fait un signe de paix avec la main au moment de son arrivée, tandis que sa mère, marchant derrière lui, la tête entourée d'un voile blanc, se contentait de dire: «Je n'entretiens aucun lien avec al-Qaïda.» Le père de l'adolescent, Ahmed Saïd Khadr, 57 ans, un ressortissant canadien d'origine égyptienne qui serait un proche d'Oussama ben Laden, a été tué lors de la fusillade. Après que Maha Elsamnah et son fils eurent quitté Pearson, Abdurahman Khadr, frère de 21 ans de Karim Khadr, qui fut lui-même soupçonné d'activités terroristes et détenu, s'est adressé brièvement aux médias. «Je suis heureux qu'ils soient de retour, et j'espère que ma sœur et les autres membres de ma famille rentreront bientôt», a-t-il déclaré. Abdurahman Khadr, qui habite maintenant à Toronto, a ajouté

que sa mère et son frère étaient rentrés au Canada parce que son frère cadet avait été autorisé à quitter l'hôpital pakistanais où il était soigné.

Manitoba: l'eau chasse 1000 personnes

(PC) — Les eaux se calment au Manitoba, mais près de 1000 personnes évacuées de trois réserves amérindiennes de la province ne pourront apparemment pas retourner chez elles avant

plusieurs jours. «Lundi, probablement, des gens vont commencer à examiner les maisons [inondées] en bordure de la rivière et voir lesquelles pourront être occupées de nouveau en toute sécurité», a affirmé Paul Anderson, de l'agence provinciale des mesures d'urgence. «Le plan est qu'ils puissent commencer à faire retourner les résidents dès mardi, au plus tard, mercredi.» Environ 600 des évacués sont de la Première Nation des Peguis, 222 sont membres des Dakota Plains et une centaine sont de la communauté autochtone de la rivière Fisher. Des représentants de l'Association manitobaine des pompiers au-

tochtones ont rencontré les familles évacuées; ces dernières se sont vu offrir des chambres et des repas le temps que les choses reviennent à la normale. Des évacués ont dit qu'ils étaient fatigués d'avoir à quitter leur résidence chaque année au printemps. «Nous nous sommes habitués à cela», a dit une membre de la communauté Peguis, Karen Spence, à la radio anglaise de Ra-

dio-Canada. «Avec tous les dollars qu'ils dépensent en main-d'œuvre pour faire face aux inondations, les payer pour tout cela, ça va dépasser de loin ce que ça coûterait pour construire une digue.» Selon le responsable de la prévision des inondations au Manitoba, Al Warkentin, le niveau des rivières descend progressivement un peu partout dans la province, en partie grâce au temps sec et frais.

FROMAGER AFFINEUR

En dégustation-découverte cette fin de semaine dans nos 4 fromageries.

LE D'IBERVILLE

Québécois, bio, au goût intense... et chez Hamel il pourrait même vous faire gagner un voyage!

(514) 272 1161
Marché Jean-Talon, plateau Mont-Royal, rue Sherbrooke E., Repentigny.

La fromagerie HAMEL

www.fromageriehamel.com

CASHIN

vous présente sa nouvelle collection de meubles antiques

Meubles chinois

Antiques
Bois de rose
Laque de Chine
Lampes, porcelaine
Paravents, objets d'art

8495, boul. Décarie
514.735.5957

www.chinesefurniture.ca

L'EXPÉRIENCE DE LA PRATIQUE



MBA coopératif avec mentorat

Premier MBA francophone en Amérique du Nord offert en régime coopératif, ce programme unique est offert à temps complet et permet de former des gestionnaires polyvalents en contact avec le monde des affaires.

- un encadrement individuel par un mentor tout au long de la formation et même plus longtemps
- un accès privilégié à l'expérience, aux contacts avec un réseau et une immersion bénéfique dans le milieu des affaires
- une occasion en or d'entrer en contact avec la réalité de la profession de gestionnaire
- des mentors offrant un grand choix d'expérience en finance, marketing ou management

MBA à temps partiel Diplôme de 2^e cycle de gestion

Ces programmes sont offerts exclusivement en régime à temps partiel et sont conçus de manière à pouvoir maintenir ses responsabilités professionnelles pendant la formation. On peut alors mettre immédiatement en application dans son cadre de travail ce qui vient d'être vu en cours et en retour, enrichir les échanges en classe par l'apport de son expérience professionnelle.

Maîtrise en fiscalité

Chef de file au Québec depuis maintenant 30 ans, le programme de maîtrise en fiscalité offert par l'Université de Sherbrooke intègre les trois dimensions fondamentales de la fiscalité: l'aspect légal, comptable et économique.

La nouvelle structure du programme*, basée sur la réalisation de mandats fiscaux et le développement de compétences, permet aux étudiantes et aux étudiants d'intégrer d'avantage les apprentissages théoriques à la pratique fiscale.

Deux concentrations sont offertes dans le cadre de ce programme, dont l'une en planification fiscale et l'autre en planification financière personnelle intégrée.

Ce programme est offert à temps complet à Sherbrooke et à temps partiel à Longueuil.

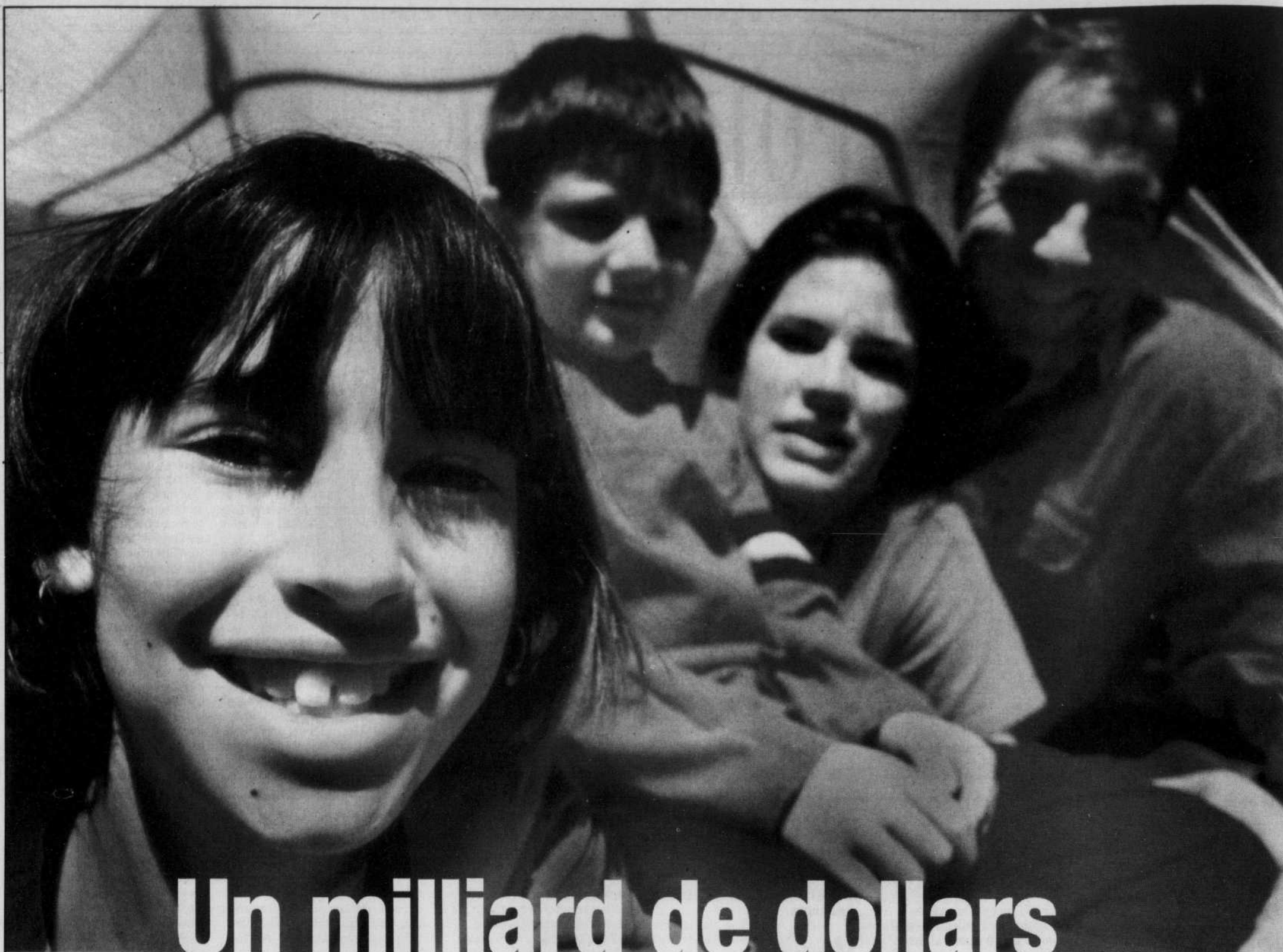
Bourses de la Chaire en fiscalité et en finances publiques

La Chaire en fiscalité et en finances publiques décernera 3 bourses d'admission pouvant atteindre 3000 \$ chacune aux candidates et candidats jugés exceptionnels. De plus, 2 bourses d'accompagnement à la rédaction pouvant atteindre 15 000 \$ chacune seront offertes aux étudiantes ou étudiants dont l'essai s'insérera dans la mission de la Chaire.

* Sous réserve de l'approbation des instances décisionnelles concernées.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Renseignements
(819) 821-7333
1 800 267-0DES
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
www.USherbrooke.ca/adm



Un milliard de dollars c'est pas mal d'argent pour beaucoup de monde

Le budget 2004 ♣ 2005 passe à l'action

Soutien aux enfants et Prime au travail à un million de familles

Si vous êtes un couple avec deux enfants et que votre revenu est de :

- 15 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 5 780\$ en quatre versements. Un premier chèque de 1 098\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 4 530\$ de plus qu'actuellement.
- 25 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 4 780\$ en quatre versements. Un premier chèque de 973\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 4 004\$ de plus qu'actuellement.
- 40 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 3 280\$ en quatre versements. Un premier chèque de 750\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 928\$ de plus qu'actuellement.
- 60 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 2 312\$ en quatre versements. Un premier chèque de 578\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 720\$ de plus qu'actuellement.

Si vous êtes une famille monoparentale avec un enfant et que votre revenu est de :

- 15 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 4 360\$ en quatre versements. Un premier chèque de 883\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 2 098\$ de plus qu'actuellement.
- 25 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 3 360\$ en quatre versements. Un premier chèque de 758\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 1 343\$ de plus qu'actuellement.
- 40 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 2 364\$ en quatre versements. Un premier chèque de 591\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 631\$ de plus qu'actuellement.
- 60 000\$** En 2005, vous recevrez un montant de 1 564\$ en quatre versements. Un premier chèque de 391\$ vous parviendra en janvier.
Au total, vous recevrez 511\$ de plus qu'actuellement.

La famille est le berceau et l'avenir de la société. Il faut lui donner les moyens de s'épanouir.
Le budget lui accorde un traitement privilégié :

- Soutien aux enfants de 550 millions de dollars dont bénéficieront principalement les familles à faible et à moyen revenu.
- Abolition de la taxe de vente du Québec sur les couches, les biberons et les autres articles d'allaitement.
- Versement par anticipation du crédit d'impôt pour frais de garde d'enfant.
- Construction de 16 000 logements à loyer modique ou abordable.
- Versement d'une aide additionnelle pour des suppléments au loyer à plus de 5 000 ménages à faible revenu touchés par la pénurie du logement.
- Ajout de 39 millions de dollars pour le Programme d'adaptation de domicile au bénéfice des personnes handicapées.

C'est votre budget. Consultez-le.
www.gouv.qc.ca

Québec 

• LES ACTUALITÉS •

Le Bloc sera prêt, peu importe la date des élections

CLAIRANDRÉE
CAUCHY
LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois, qui était de passage à Montréal hier au terme d'une tournée du Québec, ne se formalise pas d'un éventuel report des élections à l'automne.

«M. Martin voulait un mandat pour mettre en œuvre son programme ambitieux, maintenant il veut gouverner. S'il veut un mandat, on est prêts; s'il veut gouverner, on est d'accord, il est premier ministre. [...] Nous sommes prêts à les battre en mai, en juin, en septembre, en octobre. Qu'ils choisissent la date de leur défaite», a déclaré Gilles Duceppe, qui vise une majorité de sièges au Québec.

À défaut d'élections, il espère que le menu législatif sera un peu plus substantiel que ne l'ont laissé entrevoir le discours du Trône et le dernier budget. «S'il [Paul Martin] veut régler des choses, on sera les premiers à applaudir. On a beaucoup de recommandations à lui faire sur l'assurance-emploi, le déséquilibre fiscal, la santé, pour dire la vérité sur les commandites, pour mettre en œuvre Kyoto. On va applaudir à tout ce qui sera dans l'intérêt des Québécois et des Québécoises», a poursuivi Gilles Duceppe, entouré de ses 15 candidats montréalais.

Gouvernement minoritaire

Alors que les sondages laissent entrevoir un éventuel gouvernement minoritaire, le chef du Bloc n'exclut pas la participation de sa formation à un gouvernement de coalition. «On ne peut rien exclure en démocratie. On s'est retrouvés opposition officielle en 1993, on n'avait pas prévu cela. On va garder la même attitude: on appuiera tout ce qui est bon pour le Québec et on s'opposera à tout ce qui n'est pas bon», a-t-il affirmé, précisant que le Bloc avait déjà voté à quelques reprises avec le gouvernement.

Dévoiant un pan de sa plate-forme régionale, le Bloc québécois invite le gouvernement à investir massivement dans les infrastructures routières de la métropole, en renonçant cependant à passer par

dessus la tête du gouvernement provincial pour traiter directement avec les municipalités. Les candidats montréalais proposent également de favoriser les transports en commun, notamment en créant une déduction fiscale sur les cartes d'autobus-métro et en abolissant la surtaxe sur l'essence, qui a rapporté 900 millions depuis 1998. On libérerait ainsi «un espace fiscal que le gouvernement du Québec, s'il le juge nécessaire, pourrait utiliser pour financer les transports en commun», a expliqué M. Duceppe.

Le Bloc québécois a pratiquement complété la ronde des investitures. Seulement cinq candidats restent à être confirmés officiellement, dont trois qui le seront après le déclenchement des élections. À

Montréal, outre les députés sortants (Réal Ménard, Francine Lalonde, Bernard Bigras et Gilles Duceppe), la brochette de candidats comprend neuf jeunes de moins de trente-cinq ans (François Rebello dans Outremont, Martine Carrière dans Papineau, Thierry Saint-Cyr dans Jeanne-Le Ber, Eric Saint-Hilaire dans Honoré-Mercier, Thierry Larrivée dans LaSalle-Emard, Vincent Gagnon dans Mont-Royal, Maxime Côté dans Lac-Saint-Louis et Marie-Hélène Brunet dans Pierrefonds-Dollard) ainsi que trois membres des communautés culturelles (Maria Mourani dans Ahuntsic, William Fayad dans Saint-Laurent-Cartierville et Paul-Alexis François dans Saint-Léonard-Saint-Michel).

EN BREF

Nouvelle menace de grève à la STM

(Le Devoir) — Nouveau risque de grève dans les transports en commun (TC) à Montréal. Après le syndicat des employés de l'entretien, en novembre dernier, c'est au tour des commis divisionnaires, des commis caissiers et des employés du transport adapté de la Société de transport de Montréal (STM) de choisir la voie du débrayage dans le conflit qui les oppose à la direction de l'entreprise. Jeudi soir en effet, 92 % de ces 180 employés, actuellement en négociation pour une nou-

velle convention collective, se sont prononcés en faveur du déclenchement de la grève générale au moment jugé opportun. Les négociations achoppent sur l'administration du régime de retraite, le statut des employés temporaires ainsi que les réductions de personnel, indique le syndicat. Selon la STM toutefois, cette menace de grève ne devrait pas inquiéter les usagers des TC. «Ces employés occupent surtout des fonctions administratives», a expliqué Odile Paradis, porte-parole de la STM. La seule clientèle touchée pourrait être celle qui utilise les transports adaptés. En théorie. Puisqu'en cas de grève, le Conseil des services essentiels force toujours le maintien de ce service.

CALIFORNIA CLOSETS®



California Closets offre une vaste gamme de solutions de rangement. Chaque système est conçu sur mesure afin de bien répondre aux besoins particuliers du client. California Closets a toujours pour objectif une fabrication supérieure et n'utilise que les meilleurs matériaux de l'industrie.

Pour obtenir une consultation gratuite, appelez-nous aujourd'hui.

514-636-6336

Salle de montre : 1373, avenue Greene, Westmount

Hochelaga.com
Libre

Depuis 30 ans, un nom sans prétention.

"Je dis qu'on est dans la pièce quand on est dans une maison qui les apprécie et qui les aime"

Aussi en pin massif:
Meubles de chambre à coucher
Armoires
Meubles audio
Bonnetières

Reproduction de meubles d'époque.
Meubles sur mesure

8729, Hochelaga (5 min. à l'est de Louis-H. Lafontaine)
514-354-1030 * SANS FRAIS: 1-800-357-1030 * COURRIEL: info@meubleshochelaga.com
OUVERT 7 JOURS * JEUDI ET VENDREDI JUSQU'À 20H

OÉFI

de l'entrepreneuriat jeunesse

Quand on est jeune, on veut prendre sa place.

Le gouvernement du Québec a décidé de tout mettre en œuvre afin que les jeunes se réalisent et participent activement à construire leur avenir. Le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse, une première au Québec, permettra plus que jamais aux jeunes de développer leur créativité, leur autonomie, leur leadership et leur sens des responsabilités.

Le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse est une stratégie qui incite les parents, les enseignants, les entrepreneurs et les partenaires des milieux socioéconomiques à promouvoir les valeurs entrepreneuriales auprès des jeunes. Encouragez les initiatives de vos jeunes!

www.defi.gouv.qc.ca



PLACE AUX CITOYENS

FORUMS EN RÉGION

VOTRE VOIX POUR L'AVENIR

C'est l'occasion de vous exprimer.

Avec les forums *Place aux citoyens*, le gouvernement du Québec, en partenariat avec les conférences régionales des élus, vous invite à partager vos espoirs et vos questionnements quant aux enjeux majeurs qui marqueront les prochaines décennies. Cette vaste discussion avec la population portera sur les solutions applicables à quatre grands thèmes reliés au vieillissement de la population et à l'état des finances publiques :

- Santé et services sociaux
- Éducation, formation et emploi
- Développement économique, régional et durable
- Famille et développement social

Inscrivez-vous dès **MAINTENANT !**

Une sélection aléatoire sera effectuée.*

www.briller.gouv.qc.ca

ou

Communication-Québec

Du lundi au vendredi, entre 8 h 30 et 20 h

1 800 363-1363

Date limite pour toutes les régions du Québec :

30 avril 2004 inclusivement

Calendrier des forums en région

Abitibi-Témiscamingue Val-d'Or 5 juin	Côte-Nord Sept-Îles 13 juin	Laval Laval 15 mai	Montréal Montréal 11 sept.
Bas-Saint-Laurent Rivière-du-Loup 12 juin	Estrie Sherbrooke 18 sept.	Mauricie Shawinigan 30 mai	Nord-du-Québec Kuujuaq et Chibougamau 18 juin 19 juin
Capitale-Nationale Québec 29 mai	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Gaspé 19 sept.	Monterégie Est Saint-Hyacinthe 22 août	Outaouais Gatineau 21 août
Centre-du-Québec Victoriaville 16 mai	Lanaudière Terrebonne 6 juin	Monterégie-Longueuil Longueuil 12 sept.	Saguenay-Lac-Saint-Jean Ville de Saguenay 15 août
Chaudière-Appalaches Lévis 29 août	Laurentides Mont-Tremblant 28 août	Monterégie Ouest Châteauguay 14 août	

*Sélection aléatoire selon les critères suivants : 50 % d'hommes, 50 % de femmes, 1/3 15-30 ans, 1/3 31-54 ans, 1/3 55 ans et plus. La conférence régionale des élus (CRÉ) communiquera avec les personnes sélectionnées.

Québec

• LES ACTUALITÉS •

MURDOCHVILLE

Un hélicoptère a servi à chasser les caribous

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR
LE DEVOIR

Les autochtones de la bande innue de Sept-Îles, qui ont récemment décimé une harde protégée de caribous des bois dans la région de Red Wine, près de Goose Bay, au Labrador, ont non seulement chassé dans une zone interdite de chasse en vertu de règles fédérales et provinciales, mettant en danger par leur geste une sous-espèce menacée de disparition, mais l'ont aussi fait à partir d'un hélicoptère, a appris *Le Devoir*, ce que toutes les lois en matière de conservation et de chasse, ainsi que l'éthique de la chasse la plus élémentaire, interdisent.

C'est ce qu'ont confirmé hier deux sources, l'une autochtone, l'autre de la direction de la Fédération québécoise des gestionnaires de ZEC du Québec (FQGZ), qui évoquait explicitement cette pratique dans le communiqué émis en fin d'après-midi hier pour dénoncer cette «tuerie» et le silence «inquiétant» des ministres fédéraux et provinciaux mis en cause dans ce dossier. Jusqu'à présent, seuls les Innus d'autres bandes, y compris celles du Labrador, ont pris position contre la bande de Sept-Îles, venue chasser dans un territoire situé à proximité de celui des Innus de Goose Bay.

Cette «tuerie» est le fait d'autochtones de la bande Uashat-Mani-Utenam de Sept-Îles, qui ont refusé d'entériner la récente entente de principe Québec-Innus signée le 31 mars, ceux de Sept-Îles la trouvant trop faible. Le chef de cette bande, Rosario Pinette, a déclaré au *National Post* avant-hier que l'abattage d'une cinquantaine de caribous de la sous-espèce menacée des monts Red Wine n'était pas grave dans un pays qui compte des millions de caribous. La sauvegarde de cette harde faisait l'objet d'ententes entre les Innus du Labrador et le gouvernement terre-neuvien.

D'après les renseignements obtenus par *Le Devoir*, l'hélicoptère nolisé pour cet abattage massif a principalement servi à localiser les caribous des bois du secteur Red Wine. Les motoneigistes de la même bande étaient en quelque sorte synchronisés du haut des airs grâce à de l'équipement de communications.

Toujours selon la même source, les propriétaires de cet hélicoptère, qui a servi à chasser dans un territoire protégé par les lois fédérales et provinciales, n'auraient pas dû accepter que cet appareil soit utilisé pour une chasse illégale à tous égards. «Si le ministère fédéral des Transports fait son travail, estime la même source, la société commerciale en cause pourrait avoir de sérieux problèmes avec le maintien de son permis. Évidemment, ce sera différent si Ottawa décide de fermer les yeux une fois de plus.»

Chez les gestionnaires de ZEC, on se surprend du silence des ministres Pierre Corbeil, responsable de la chasse, et Benoît Pelletier, responsable du dossier autochtone. «Après tout, il s'agit de chasseurs d'ici», expliquait Suzanne Saint-Amour, de la FQGZ.

Pour le secrétaire-trésorier de cette fédération, Eric Desbiens, «que savaient, qu'ont fait et qu'attendent nos autorités gouvernementales pour dénoncer et condamner ces gestes inacceptables de la part de citoyens autochtones du Québec, et ce, même si la tuerie s'est passée au Labrador? Nous sommes inquiets face à ce genre d'événement par des gens de chez nous».

Les Innus de Sept-Îles ont fait deux incursions en territoire terre-neuvien protégé. C'est à leur première incursion, le 21 mars, que les agents de la faune de Terre-Neuve sont intervenus et ont saisi 32 caribous, des carabines et deux motoneiges appartenant à des Innus québécois. En fin de semaine dernière, la bande de Sept-Îles récidivait en force. Plus de 60 autochtones retournaient abattre plus de 30 nouvelles bêtes dans ce territoire protégé où d'autres caribous migrants se retrouvent aussi à ce moment-ci de l'année.

Les Innus de Sept-Îles, qui ne reconnaissent pas la frontière Québec-Labrador, ont expliqué après coup leur geste en lui donnant un sens politique. Il visait, disent-ils, à obtenir une rencontre avec le ministre responsable des autochtones du côté terre-neuvien pour amorcer des négociations territoriales. Les Innus du Labrador ont dénoncé le geste de la bande de Sept-Îles en disant qu'il menaçait la réputation de tous les autochtones en matière de conservation ainsi que leur crédibilité, particulièrement dans la perspective d'éventuelles négociations sur le sens et la portée des chasses et des activités traditionnelles.

Feu vert du BAPE aux projets d'éoliennes

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR
LE DEVOIR

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) recommande à Québec de donner le feu vert aux deux parcs d'éoliennes de Murdochville, deux projets conçus en dehors du bloc de 1000 MW qui a fait l'objet d'un récent appel d'offres d'Hydro-Québec pour la même région.

Les deux parcs, développés par deux sociétés commerciales réunissant les mêmes investisseurs, ont été étudiés en audiences l'automne dernier. Québec avait même accepté, malgré les dispositions réglementaires exigeant une étude intégrée des projets soumis à la procédure d'évaluation publique, d'autoriser sans audience une première phase de neuf MW pour chacun des deux projets, ce qui leur permettait de se qualifier à une déduction fiscale fédérale de 100 % à titre de banc d'essai plutôt qu'à la déduction ordinaire de 30 %. Malgré cela et en dépit de plusieurs critiques sur les faiblesses de l'étude d'impacts, aucun des intervenants ne s'est opposé à la réalisation des deux projets de Murdochville, ce que note la commission d'évaluation dans son rapport, signé par le président du BAPE, André Harvey.

Les deux projets des monts Cooper et Miller auront une puissance installée totale de 108 MW avec un facteur d'utilisation se situant entre 40 et 45 %. Ils produiront 212 GW, ou 0,21 TWh, chaque année.

Selon le rapport d'évaluation environnementale, la commission estime globalement que la réalisa-



ARCHIVES LE DEVOIR

Les deux projets auront une puissance totale de 108 MW. Ils produiront 212 GW par année.

tion des deux parcs «n'aurait pas d'impacts significatifs et qu'elle est souhaitable. Toutefois, certaines mesures doivent être prises afin qu'ils s'inscrivent dans la perspective d'un développement durable».

Le rapport indique qu'une des faiblesses principales de l'étude

d'impacts réside dans la faiblesse des inventaires réalisés sur la faune aviaire, qui devraient à son avis être «plus exhaustifs» même si les études démontrent ailleurs dans le monde que les mortalités dépassent rarement 1,5 à 1,8 oiseau par année par éolienne, ce qui est

très bas et inférieur à beaucoup d'autres équipements installés en pleine nature par les humains. Dans le cas de Murdochville, la commission aurait souhaité disposer d'un inventaire plus précis d'une espèce précaire de l'endroit, la grive de Bicknell. Elle aurait par

ailleurs souhaité avoir une meilleure identification des corridors migratoires de la région, ce qu'a soulevé le mémoire d'un groupe d'étudiants en environnement de l'UQAM.

Ce mémoire a d'ailleurs soulevé une controverse particulière au cours de l'audience. En effet, selon le journal *EnviroBref* de l'UQAM, la firme de consultant SNC-Lavalin, responsable de ces études, a menacé de poursuivre au civil les étudiants en question s'ils ne retiraient pas leur mémoire. Le BAPE a refusé d'autoriser ce retrait, ce qu'il ne fait jamais afin de fermer la porte à toute tentative d'intimidation de qui que ce soit. Après des négociations réparties sur plusieurs jours entre la direction de l'université et SNC-Lavalin, il a été convenu d'ajouter une note au mémoire des étudiants, précisant que le document avait été réalisé dans le cadre d'une démarche scolaire. Les étudiants, qui ont obtenu une très haute note pour leur travail, devaient simuler un contrat de contre-expertise d'une étude d'impacts réelle et récente. Pour les consultants du promoteur, les critiques qu'on faisait de leur travail jetaient un doute sur leur compétence professionnelle.

Quant au rapport du BAPE, il soulève dans le cas de l'éolien un vieux problème que les écologistes soulignent depuis des années dans le cas de la filière hydro-électrique: la commission souhaite clairement que les multiples projets annoncés ne soient pas tous évalués séparément, projet par projet, mais dans une approche plus globale, dans l'intérêt de la région et de la filière en cause.

MAISON
ETHIER

Le plus grand choix de meubles au pays

Du choix comme ça, j'en ai jamais vu...

Profitez de notre offre unique
de **48 MOIS** sans intérêt*
ou épargnez l'équivalent
de la **TPS & TVQ** et entreposez
sans frais jusqu'en juillet 2004.

St-Basile-le-Grand
267, boul. Laurier
450.653.1556
1 800.363.9408

St-Jean-sur-Richelieu
126, rue Jacques-Cartier Nord
450.346.1090
1 800.363.1090

www.maisonethier.com

* Détails en magasin



• LE MONDE •

Pâques sera célébré dans la crainte des attentats

REUTERS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — L'Italie a imposé des mesures de sécurité sans précédent hier par crainte d'attentats à l'occasion du week-end de Pâques, en particulier contre le Vatican ou le pape Jean-Paul II.

Le survol de Rome sera notamment interdit aux petits appareils et des avions de chasse et des hélicoptères se tiendront prêts à décoller à tout moment pour intercepter le moindre intrus.

La sécurité a toujours été renforcée à Rome à l'occasion du week-end pascal en raison de l'afflux de millions de touristes et de pèlerins venus du monde entier.

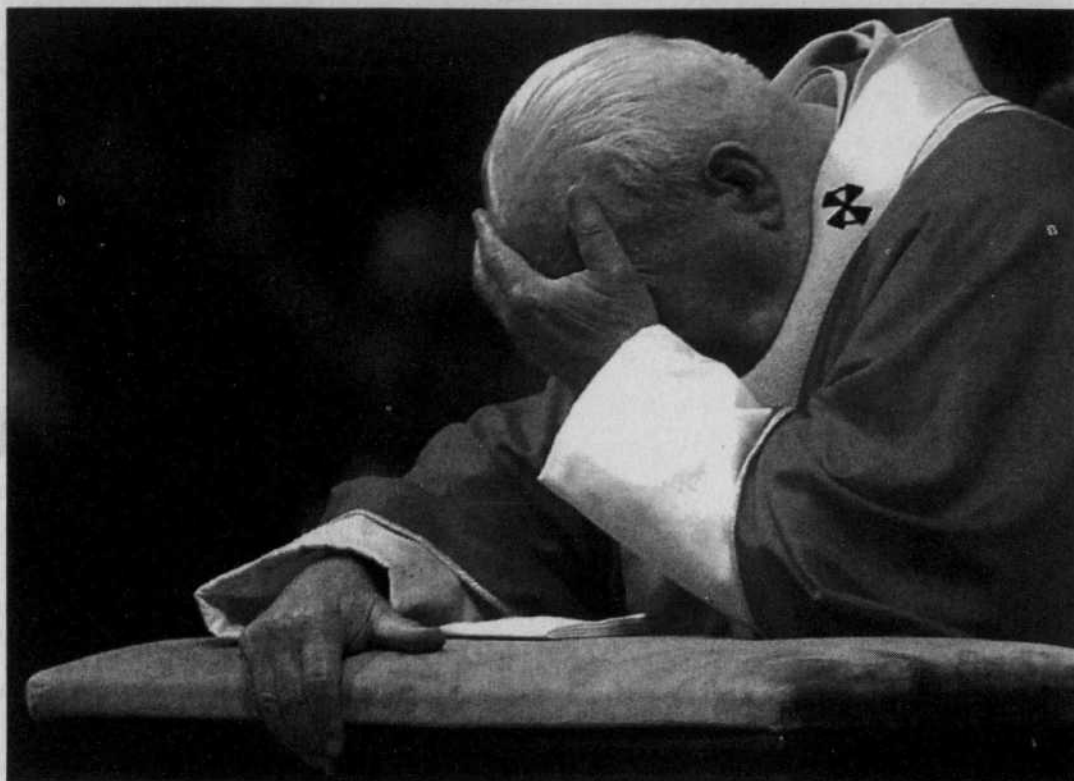
Les autorités ont toutefois décidé de prendre des précautions supplémentaires cette année à la suite des attentats du 11 mars à Madrid, dans lesquels 191 personnes ont été tuées.

La détérioration de la situation en Irak, où les combats se multiplient dans l'ensemble du pays, a également nourri la crainte des autorités italiennes.

Comme l'Espagne, prise pour cible en raison notamment de son alignement sur les États-Unis, l'Italie a envoyé quelque 3000 soldats aux côtés de l'armée américaine en Irak.

Parmi les événements particulièrement surveillés ce week-end figure la traditionnelle messe en plein air célébrée demain par Jean-Paul II devant des milliers de personnes rassemblées place Saint-Pierre.

La police a scellé les plaques



ALESSANDRO BIANCHI REUTERS

Le pape doit faire cinq apparitions tout au long du week-end à Rome et au Vatican.

d'égout près de la place Saint-Pierre et la circulation sera détournée dès la nuit précédente pour éviter tout attentat à la voiture piégée.

Le pape, qui a survécu à une tentative d'assassinat en 1981 place Saint-Pierre, doit faire cinq apparitions tout au long du week-end à Rome et au Vatican.

Alfredo Mantovano, haut responsable au ministère de l'Intérieur, a expliqué hier matin sur les ondes de la radio italienne que 19 000 policiers et 4000 militaires seront mobilisés au cours du week-end pascal.

Outre Rome et le Vatican, plus de 13 000 sites feront l'objet d'une protection policière et militaire

renforcée, notamment la tour de Pise, la place Saint-Marc à Venise, la cathédrale de Milan ou encore les musées florentins.

Les violents combats en Irak et les menaces d'attentats ont mis en alerte les autorités de tous les pays occidentaux pour Pâques, période de ferveur religieuse dans le monde catholique.

Jean-Paul II devrait évoquer la guerre en Irak dans son message. Il avait dit l'année dernière sa crainte d'un « affrontement dramatique entre cultures et religions » à cause de ce conflit auquel il avait en vain tenté de s'opposer.

Le risque d'attentat en Italie est réel, mais aucune indication ne permet de parler de projets concrets, affirment cependant tous les responsables italiens.

Prise de conscience

Et le pape s'est refusé à modifier son programme d'activités pour la semaine sainte. Il a écouté hier matin la confession de dix pénitents en la basilique Saint-Pierre et devait présider en fin de soirée la cérémonie du chemin de croix.

Depuis les attentats commis le 11 mars à Madrid et revendiqués par l'organisation al-Qaïda, les Européens ont pris conscience de la proximité de la menace terroriste islamiste.

Les trois pays les plus exposés sont la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne du fait de leur participation à la coalition militaire menée par les États-Unis en Irak.

Scotland Yard a procédé la semaine dernière à une opération de police spectaculaire à Londres et sa banlieue, mettant la main sur 600 kilos d'un engrais pouvant servir à la fabrication d'une bombe et arrêtant neuf suspects dans le cadre de la législation antiterroriste.

Les autorités espagnoles ont pour leur part mis en place depuis lundi un dispositif de surveillance antiterroriste renforcé.

Le Japon est pris dans le bourbier

REUTERS

Tokyo — Le gouvernement japonais a confirmé hier son intention de ne pas rappeler son contingent militaire d'Irak malgré l'enlèvement de trois civils japonais.

Leurs ravisseurs ont menacé de « brûler vifs » les captifs d'ici trois jours au cas où Tokyo refuse de retirer ses soldats non combattants stationnés dans le sud de l'Irak dans le cadre de la force multinationale dominée par les Américains.

Les proches en pleurs des otages, parmi lesquels figure une femme, ont supplié le gouvernement de se porter à leur secours tandis que la mère de Noriaki Imai, âgé de 18 ans, a exhorté Tokyo à accéder à la demande des ravisseurs, les Brigades des moudjahidines.

Les appels à l'évacuation de l'Irak se multiplient dans l'archipel, où le premier ministre Junichiro Koizumi, aux prises avec l'une de ses crises politiques les plus graves, a exclu cette hypothèse pour le moment.

Une manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes dans un parc de Tokyo a réclamé la libération des trois otages et le retrait des troupes nippones d'Irak.

Certains analystes vont jusqu'à affirmer qu'une mauvaise gestion de la crise des otages en Irak pourrait provoquer la chute du gouvernement, une perspective qui rend les marchés financiers nerveux.

L'opinion publique a été abasourdie d'apprendre jeudi la capture de trois Japonais par un groupe irakien jusqu'ici inconnu, qui a fait diffuser des images saisissantes du trio, les yeux bandés et menacés par une arme.

Hier, Koizumi a annoncé qu'il n'était pas question d'envisager une évacuation de la base de Samaoua, dans le sud de l'Irak, où sont stationnés les militaires japonais.

EN BREF

Rassemblement libéral interdit à Moscou

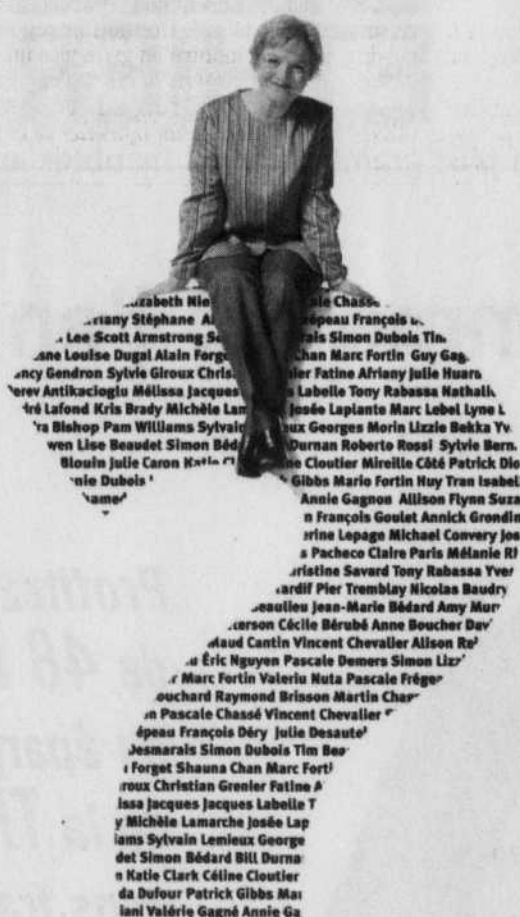
Moscou (AFP) — Un groupe d'opposants libéraux s'est vu interdire le droit d'organiser une manifestation à Moscou, a indiqué hier un responsable du parti Yabloko, organisateur de la manifestation. La manifestation, prévue pour se dérouler le 1^{er} mai dans le centre de Moscou jusqu'à la Loubianka, où se trouvent les bureaux du Service fédéral de sécurité (FSB), successeur du KGB, devait avoir pour thème « Une société civile contre l'État policier », a précisé Yabloko. Une loi interdisant de manifester notamment près des centres du pouvoir fédéral, des bâtiments des administrations locales, des ambassades, des écoles, des hôpitaux et des centres culturels et sportifs a été adoptée au début du mois en première lecture à une large majorité par la Douma. Le président de la Chambre basse du Parlement russe, Boris Gryzlova, avait indiqué que la Douma allait apporter des amendements à cette loi, les restrictions imposées ayant provoqué de nombreuses protestations.

Sommet sur l'Irlande du Nord

Belfast (AP) — La Grande-Bretagne prépare un sommet intensif de trois jours à Londres dans le courant du mois pour tenter de sortir de l'impasse le processus de paix en Irlande du Nord, a annoncé le gouvernement britannique lors du sixième anniversaire de l'accord du Vendredi Saint. De nouvelles négociations réunissant les principaux partis d'Irlande du Nord ont été engagées en février à Belfast sans parvenir à des avancées vers la formation d'un nouveau gouvernement autonome réunissant catholiques et protestants, principal élément de l'accord de paix de 1998. Le premier ministre britannique Tony Blair et son homologue irlandais Bertie Ahern veulent à présent installer les discussions à Lancaster House, à Londres, où s'était déroulée une partie des pourparlers qui avaient abouti à l'accord de paix. Selon un porte-parole du gouvernement britannique, aucune date n'a encore été fixée pour ce projet de sommet de trois jours qui devrait avoir lieu au cours du mois.

CONSULTATION RÉFÉRENDATAIRE MUNICIPALE

Révision des listes référendaires



Êtes-vous inscrit et bien inscrit sur la liste référendaire de votre municipalité?

Vous voulez vous prononcer lors de la tenue des registres et lors d'un éventuel référendum? ■ Assurez-vous d'être inscrit et bien inscrit sur la liste référendaire qui sera révisée durant au moins deux jours entre le 10 et le 20 avril. Les dates peuvent varier d'une municipalité à l'autre. ■ Votre municipalité vous informera de votre inscription de même que de l'endroit, des dates et des heures d'ouverture de votre bureau de révision. Voyez-y, c'est votre responsabilité. Pour connaître les coordonnées du greffier ou du secrétaire-trésorier de votre municipalité :

- Communiquez avec notre Centre de renseignements au **1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)**.
- Visitez-nous au **www.electionsquebec.qc.ca**
- Écrivez-nous au : **info@electionsquebec.qc.ca**



Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le **1 800 537-0644**.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

LE DEVOIR

LE MONDE

Bouteflika
est plébiscité
en Algérie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Alger — Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a été plébiscité hier par les Algériens, qui l'ont reconduit à la tête de l'Etat pour un second quinquennat avec 83,49 % des suffrages, selon les résultats officiels contestés par son challenger Ali Benflis.

«Je ne reconnais pas ces élections basées sur la fraude généralisée», a déclaré hier M. Benflis, crédité de 7,93 % des suffrages, après la proclamation des résultats par le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni.

M. Benflis n'a donné aucune précision sur les démarches qu'il envisageait de mener. Il a estimé que le dirigeant communiste coréen Kim Il-sung «n'aurait pas fait mieux», dans une allusion aux résultats toujours très élevés des dirigeants nord-coréens lors des élections avec candidature unique.

Le chef du courant laïque, Saïd Sadi, autre candidat malheureux, a affirmé que la victoire de M. Bouteflika était «grossière». «C'est de mauvais augure. Cela annonce une forme d'absolutisme qui va s'abattre sur le pays. Il veut régner en maître absolu», a ajouté M. Sadi, qui a recueilli 1,93 % des suffrages, selon les résultats officiels de cette élection pour laquelle l'armée, qui a fait et défait jusqu'à présent les présidents, a affiché une «neutralité» interprétée parfois comme le signe d'une divergence entre M. Bouteflika et ses dirigeants.

Des observateurs occidentaux disent avoir assisté à un dépouillement transparent

Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, a démenti toute divergence, assurant que le président a entretenu avec les responsables de l'armée une «relation amicale et solide». La neutralité de l'armée a d'ailleurs été présentée comme un gage de crédibilité de l'élection par M. Ouyahia, qui a rejeté la «fraude» dénoncée par les adversaires de M. Bouteflika.

M. Zerhouni a également rejeté «catégoriquement» toute fraude, estimant que toutes les «garanties» étaient offertes pour l'empêcher. Il a notamment cité un amendement à la loi électorale permettant aux candidats et à leurs représentants de surveiller les bureaux de vote et le dépouillement, ainsi que la présence d'observateurs internationaux.

Ali Benflis, patron du Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique), Saïd Sadi et Abdallah Djaballah, chef de file des islamistes radicaux et également candidat, avaient crié à la fraude avant la clôture du scrutin jeudi soir. Ils avaient affirmé que, selon «des informations» en leur possession, aucun des six candidats ne serait élu au premier tour.

La direction de campagne du président Bouteflika avait immédiatement répliqué en les accusant de vouloir s'imposer par «la rue».

Une manifestation, jeudi soir au centre d'Alger, à l'appel de ces trois candidats, avait été dispersée sans ménagement par la police.

George Bruce, un des quelque 120 observateurs internationaux, venu au titre de l'OSCE, a indiqué qu'il n'avait «jamais vu de sa vie un dépouillement aussi transparent». «J'ai visité plus de 30 bureaux de vote, je n'ai pas vu de fraude», a-t-il souligné.

De son côté, un autre observateur, la sénatrice belge Anne-Marie Lizin, a affirmé hier que cette élection s'était déroulée «selon des standards européens». «Le taux réalisé par M. Bouteflika est à la fois très lourd (mais) je suis obligée de constater qu'il reflète totalement, pour Bal el-Oued (un quartier populaire d'Alger), le dépouillement que nous avons constaté», a précisé Mme Lizin, affirmant que «parler de fraude importante et significative n'est pas crédible».

Les partisans de M. Bouteflika n'ont pas attendu les résultats officiels pour crier victoire en investissant, dès jeudi soir, la capitale et les grandes villes algériennes dans des scènes de liesse.

« Dans la guerre, il s'agit de tuer »

Les médias américains n'hésitent plus à montrer le conflit en Irak sous son jour le plus réaliste

CATHERINE HOURS
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Ici un soldat ensanglanté sur une civière, là un cadavre de Marine dans un sac... Depuis le début de la dégradation de la situation en Irak, les médias américains n'hésitent plus à montrer la guerre sous son jour le plus réaliste.

«Nous revenons à une couverture plus normale. Dans une guerre, il s'agit de tuer», relève Jim Naurekas, de l'organisation d'analyse des médias FAIR, alors que les images diffusées tout au long de cette semaine ne sont pas sans rappeler celles très crues de la guerre du Vietnam.

Hier, le cœur de la une du *USA Today*, seul quotidien national du pays, montre en gros plan un Marine blessé, visage de la détresse, avec tout autour de lui les mains de camarades s'activant.

Le prestigieux *New York Times* comme le tabloïd *New York Post* ont retenu la photo d'un groupe de soldats se tenant par l'épaule et priant, penchés sur l'un des leurs, tué à Fallouja. Du mort, encore vêtu de sa tenue de treillis et posé sur un plastique à même le sol, on aperçoit le torse dénudé.

La levée d'un tabou

Le changement est net, alors que jusque-là «les médias ont été extrêmement réticents à publier des images de soldats américains blessés ou morts. C'était un des grands tabous de cette guerre», dit M. Naurekas.

Depuis le Vietnam, les gouvernements font de leur mieux pour contrôler les images, interdisant depuis la guerre du Golfe la présence — longtemps traditionnelle — de photographes au retour des cercueils. Mais là, il s'agissait surtout d'«autocensure» des médias, selon l'expression de Naurekas, due au contexte post-11 septembre: «Il y avait ce sentiment que faire quoi que ce soit qui puisse nuire au soutien du public à la guerre était antipatriotique.»

Pour Robert Thompson, professeur de communication à l'université de Syracuse, le tournant est lié à celui des événements sur le terrain et à Washington, où les éléments politiques s'accumulent.

«Les télévisions et journalistes américains hésitent moins à montrer dans le détail qu'avant, quand il y avait cette unité nationale, dit-il. Beaucoup commencent à voir que ces images représentent une réalité à laquelle on doit se confronter.»

Ce sont les images des civils américains mutilés à Fallouja qui ont «brisé le tabou», estime Jim Naurekas: «C'était difficile de rapporter l'histoire sans les photos.»

Alors depuis une semaine, les images défilent, évitant juste de montrer le visage des victimes.



AKRAM SALEH REUTERS

Hier, des jeunes Irakiens ont exprimé leur joie après la destruction d'un convoi américain en banlieue de Bagdad.

CNN a montré en boucle jeudi ce soldat au bas ventre ensanglanté évacué dans un camion, ou ces Marines blessés s'extrayant avec peine de leur char.

Nombre de journaux ont reproduit la photo d'un Marine portant à l'épaule le cadavre d'un camarade dans un sac de plastique noir, «mort en tentant de repousser les vagues d'attaques rebelles dans la ville sunnite de Ramadi», écrit simplement le *Daily* en légende.

Jeudi, en une du *New York Times* et du *Washington Post*, des soldats courent pour évacuer, sur une civière, un camarade blessé. Une double page dans le populaire *NewsDay* montre en gros plan un soldat «en larmes après avoir appris la mort d'un autre Marine dans une embuscade à Fallouja» et «la course d'un [4X4] Humvee alors qu'un infirmier de la Navy tient

la main d'un Marine blessé dans une embuscade».

«Cela peut affecter l'opinion. C'est connu, les images ont un impact émotionnel bien plus fort que les mots», relève Jim Naurekas, tout en se demandant si ce sont les images ou tout simplement les événements qui auront raison du public.

Pour Robert Thompson, la durée fera la différence. «Aucune image en soi, aussi horrible soit-elle, ne modifie vraiment l'opinion, c'est plutôt le flux de ces images. Encore quelques semaines comme celle que nous venons de vivre et il y aura un vrai changement. Lors de la guerre du Vietnam, nous recevions beaucoup d'images effrayantes, mais c'est seulement à partir du moment où nous avons été là-bas depuis un moment et que ces images ne cessaient pas que l'opinion publique a commencé à changer.»

Colère des familles
de journalistes

Washington (AFP) — Les familles de six journalistes tués ou disparus en Irak l'an dernier ont demandé hier au Congrès d'enquêter pour découvrir ce qui s'était passé. Les signataires affichent dans cette lettre leur «désarroi» et leur «douleur face au silence, aux omissions et aux contre-vérités de l'administration américaine» en ce qui concerne la disparition de leurs proches. Ils critiquent les enquêtes de l'armée, qui concluaient que les forces américaines n'avaient pas à être blâmées et avaient agi «en légitime défense». La lettre est signée par des parents d'un reporter de télévision britannique d'ITN tué près de Bassora le 22 mars 2003 par des tirs américano-britanniques; d'un cameraman français et d'un interprète d'ITN disparus lors du même incident; d'un photographe de Reuters, tué par un obus américain tiré sur l'hôtel Palestine à Bagdad le 8 avril, d'un correspondant de la chaîne al-Jazira tué le 8 avril par un obus américain tiré sur le bureau de la chaîne, d'un autre reporter photographe de Reuters tué le 17 août par des tirs américains près d'une prison à Bagdad.

Hydro-Québec
prend position
pour l'UQAM

En investissant dans le projet Cœur des sciences, Hydro-Québec continue d'encourager l'éducation et la culture scientifique et favorise une meilleure communication entre les scientifiques, les étudiants et le grand public. Pour Hydro-Québec et l'UQAM, une information de qualité permet de mieux prendre position face aux grands enjeux de notre société.

UQAM
Prenez position

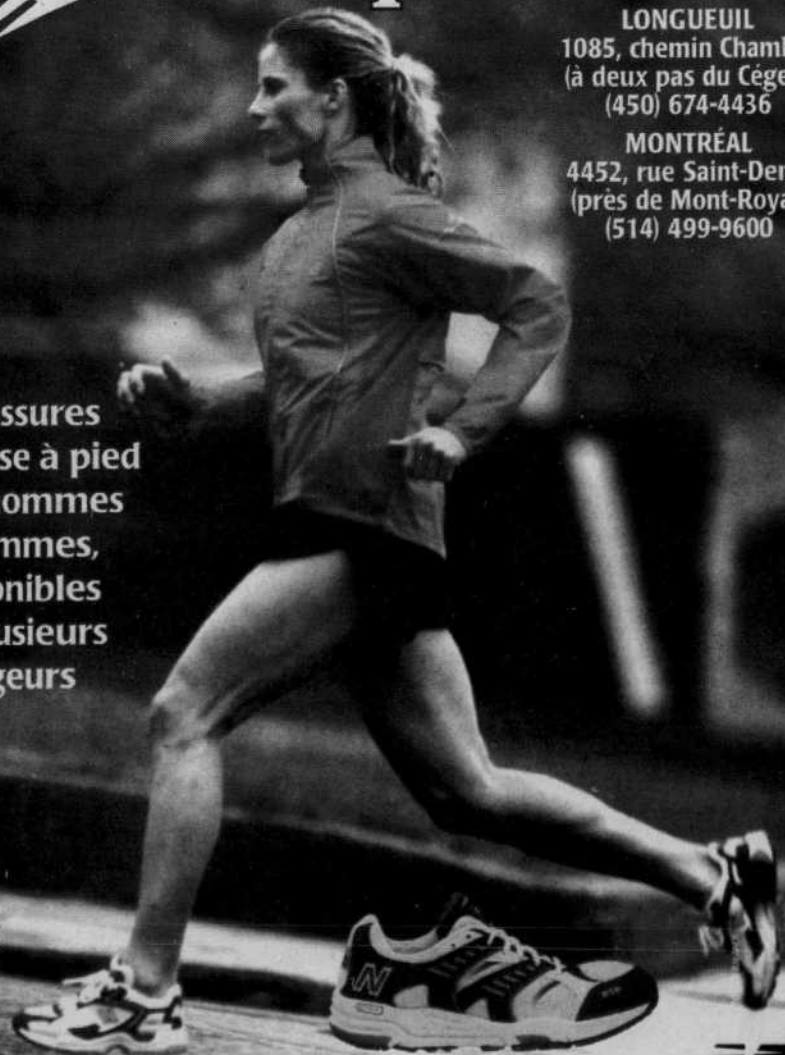


Boutique Courir

LONGUEUIL
1085, chemin Chambly
(à deux pas du Cégep)
(450) 674-4436

MONTRÉAL
4452, rue Saint-Denis
(près de Mont-Royal) 
(514) 499-9600

Chaussures
de course à pied
pour hommes
et femmes,
disponibles
en plusieurs
largeurs



new balance 

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SOUDAN

SUITE DE LA PAGE 1

terre brûlée. «Je considère qu'il s'agit de nettoyage ethnique, je ne connais pas d'autres mots pour cela», a déclaré Jan Egeland, coordonnateur de l'aide d'urgence des Nations unies.

En écho à Amnesty International, l'organisation humanitaire Human Rights Watch (HRW) a accusé les milices arabes, dans un rapport intitulé *Darfour en flammes, d'énormes violations des droits de l'homme*, estimant que le Soudan devra «répondre de crimes contre l'humanité». Les forces gouvernementales et les milices, souligne le rapport, «tuent, violent et pillent les civils africains qui ont la même ethnique que les forces rebelles». Les femmes et les filles sont couramment violées, les enfants enlevés et les villages rasés par le feu, indique le rapport: les moyens de subsistance de dizaines de milliers de familles ont été détruits. L'ONU fait état de risque de famine massive si rien n'est fait dans les mois qui viennent.

La tragédie est bien documentée alors que la communauté internationale semblait cette semaine prendre enfin acte d'une catastrophe qui se déploie depuis plus d'un an. Mercredi dernier, 7 avril, au moment précis où était commémoré le génocide des Tutsis, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, appelait le monde à ne pas se rendre coupable, face au Darfour, de la passivité qu'il a affichée il y a dix ans face au Rwanda, évoquant même le recours à une «intervention militaire étrangère» pour ouvrir d'urgence des corridors d'aide humanitaire. Le même jour, le président George W. Bush condamnait les «atrocités» commises au Soudan et demandait au gouvernement de ne pas «se rendre complice» des brutalités.

Les subites pressions internationales ont porté fruits dès jeudi, le régime de Khartoum et les deux groupes rebelles acceptant au terme de laborieuses négociations de signer à Ndjamena, au Tchad, un accord prévoyant un cessez-le-feu de 45 jours, le libre accès de l'aide humanitaire aux populations, la libération de tous les prisonniers de guerre et le «désarmement [par Khartoum] des milices armées». Reste à voir si la trêve tiendra. Deux autres cessez-le-feu ont déjà été conclus au cours de la dernière année, qui ont été rapidement brisés.

Est-ce à dire que la communauté internationale, qui a tourné le dos au Rwanda il y a dix ans en laissant un million de Tutsis et de Hutus modérés se faire massacrer en l'espace de 100 jours, tire aujourd'hui les leçons de ses démissions? L'absence de solidarité affichée par l'international à l'endroit des Tutsis en 1994 serait peut-être aujourd'hui moins douloureuse à porter pour les rescapés de l'abomination rwandaise si les chefs de gouvernement occidentaux s'étaient rendus en plus grand nombre à Kigali, capitale du Rwanda, pour assister aux commémorations du génocide. Or un seul dirigeant occidental, le premier ministre belge Guy Verhofstadt, a fait le déplacement. Au refus du devoir d'ingérence est venu se coupler celui du devoir de mémoire.

Comment se l'expliquer? Sentiment de profonde déception au sein de la diaspora face à cette persistante indifférence, affirme Callixte Kabayiza, de l'Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda, basée à Montréal. «Tant qu'il n'y a pas d'intérêts stratégiques ou économiques, les populations n'intéressent pas les puissants. C'est ce qui est arrivé et c'est ce qui continue d'arriver pour le Rwanda.»

Paix pétrolière

Intérêts il y a en effet au Soudan. Pétroliers, bien entendu, depuis que l'administration Bush, cherchant à diversifier les sources d'approvisionnement des États-Unis, a décidé que le pétrole africain constituait un intérêt stratégique national. Cet intérêt et ceux des pétrolières occidentales passent par un Soudan stable et pacifié.

Le conflit du Darfour, dans l'ouest, est venu se joindre à une guerre civile infiniment plus ancienne, celle qui dure depuis 1956 entre Khartoum et le sud sécessionniste, peuplé comme le Darfour de Soudanais d'origine africaine. Le conflit, le plus long qu'ait connu le continent africain, a fait 1,5 million de morts depuis 1983.

Les États-Unis et d'autres pays (la Grande-Bretagne, l'Italie et la Norvège) ont joué un rôle crucial dans un processus de paix lancé au Kenya début 2002 pour tenter de mettre fin à la guerre. Dans un geste diplomatique remarqué, le secrétaire d'État Colin Powell a rencontré les parties en octobre dernier à Nairobi. À terme, les États-Unis font miroiter au Soudan, où Oussama ben Laden a vécu au début des années 90, la levée des sanctions américaines.

Les avancées sont encore fragiles, mais un pas important a été franchi en janvier dernier alors qu'une entente de partage moitié-moitié des revenus du pétrole soudanais a été signée entre le régime du dictateur Omar el-Béchir, considéré comme l'un des présidents les plus répressifs que le pays ait jamais connus, et les rebelles du Mouvement de libération du peuple soudanais, contrôlé par une élite tribale qui n'a guère plus la démocratie à cœur.

La guerre au Soudan, pays peuplé à 70 % de musulmans sunnites, est traditionnellement décrite comme un conflit entre le «nord arabe» et le «sud noir, animiste ou chrétien». Mais les causes sont aussi économiques. Les plus grandes réserves de pétrole soudanais sont situées dans la partie méridionale du pays et les champs pétrolifères actuels enjambent justement la zone de conflit entre le nord et le sud.

Dans ces conditions, les groupes rebelles du Darfour, histoire de ne pas être en reste, ont décidé de prendre les armes dans l'espoir de ne pas être exclus du partage du pouvoir et des richesses qui se dessinent. Par bombardements aveugles, déplacements forcés et blocage de l'aide humanitaire, Khartoum a appliqué depuis un an dans le Darfour la même stratégie que celle utilisée face au sud, note HRW. Au sud comme à l'ouest, ce sont les civils qui ont payé.

Avec Le Monde, la BBC et l'AFP

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



En banlieue de Bagdad, des insurgés irakiens ont attaqué hier un convoi américain transportant de l'essence. Bilan: au moins neuf morts, selon des témoins.

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

à «une réunion de crise», selon Downing Street, rapelant qu'une visite était prévue au cours la première moitié de 2004.

MM. Blair et Bush se parlent régulièrement au téléphone mais ne se sont pas rencontrés depuis novembre 2003, lors de la visite d'État du président américain en Grande-Bretagne. Celle-ci avait été marquée par d'importantes manifestations hostiles à la guerre et à la politique de Washington.

L'engagement de la Grande-Bretagne aux côtés des États-Unis en Irak — où Londres compte 8700 militaires — suscite dans l'opinion une incompréhension croissante, encore renforcée par les dramatiques événements des derniers jours.

Une large partie de la presse et d'anciens compagnons de route travaillistes du premier ministre dénoncent quotidiennement le «suivisme» de Tony Blair vis-à-vis de George W. Bush.

Hier, des députés de l'aile gauche du Labour ont demandé que le Parlement, actuellement en vacances, soit rappelé dès lundi.

«Les images à la télévision, les prises d'otages et d'autres développements sont tellement graves, notamment pour les troupes britanniques, que la Chambre des communes devrait avoir son mot à dire avant que le premier ministre ne s'envole pour Washington», a affirmé le doyen de la Chambre des communes, Tam Dalyell.

Même aux Bermudes, où il a retrouvé jeudi sa femme Cherie pour des vacances, M. Blair a été rattrapé par l'Irak et des manifestants anti-guerre l'ont hué à sa descente d'avion, selon l'agence britannique Press Association.

En vacances de Pâques dans son ranch de Crawford (Texas), George W. Bush a réaffirmé hier sa détermination à vaincre les milices chiites irakiennes et à rétablir la situation dans ce pays, encore théâtre de violents combats un an après la prise de Bagdad.

Il s'est entretenu par téléphone de la situation avec le premier ministre italien Silvio Berlusconi, le président polonais Aleksander Kwasniewski et le président du Salvador Francisco Flores, trois pays qui ont des troupes en Irak aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

«Les quatre dirigeants ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un Irak libre et démocratique et pour vaincre les éléments minoritaires extrémistes qui tentent de faire dériver le processus de transition par la violence», a souligné le porte-parole de la présidence américaine, Scott McClellan.

Le regain de violence survient un an après la prise de Bagdad et la chute du dictateur irakien Saddam Hussein, qui avait propulsé la cote de popularité du président républicain vers les sommets.

Mais la mort de quelque 650 soldats américains depuis le début de la guerre en mars 2003 et la détérioration de la situation donne du grain à moudre à l'opposition démocrate pour l'attaque dans la perspective de la présidentielle de novembre prochain.

En appelant hier trois de ses alliés en Irak, le président Bush a tenu à montrer qu'il jouissait d'un certain soutien international. Une trentaine de pays ont envoyé des troupes ou apportent un soutien logistique en Irak.

M. McClellan a indiqué que M. Bush avait participé hier par vidéoconférence à une réunion de son Conseil national de sécurité (NSC), composé notamment de sa conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, du secrétaire d'État, Colin Powell, et de celui à la Défense, Donald Rumsfeld. L'administrateur civil américain pour l'Irak, Paul Bremer, le général John Abizaid, chef du commandement central (Centcom), et le commandant des forces terrestres de la coalition en Irak, le général Ricardo Sanchez, qui se trouvent à Bagdad, ont également participé à cette réunion.

«Le président a été informé du déroulement des opérations militaires, y compris des efforts pour battre Sadr et ses milices», a précisé M. McClellan.

Le sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à la présidence John Kerry a estimé hier que l'idéologie et l'arrogance de l'administration Bush sont responsables de l'impasse en Irak, qui rend les choses «beaucoup plus difficiles» pour les États-Unis.

Le démocrate a accusé Bush de ne pas avoir réussi à réduire les risques de la guerre pour les soldats et son coût pour les contribuables américains. «Cette administration a continuellement refusé d'impliquer d'autres pays dans le processus décisionnel, a dit le sénateur du Massachusetts. Ceci constitue une erreur diplomatique et une erreur dans la direction des affaires.»

Pour Kerry, les États-Unis ont désormais trois options.

La première est de poursuivre sans changer de stratégie, ce qui revient à laisser les soldats américains exposés à la menace et à obliger les civils

buables à supporter le poids du conflit. La deuxième consiste à quitter l'Irak. «Inacceptable. Personne ne juge que l'instabilité de l'Irak est de notre intérêt.» La troisième option serait d'en appeler clairement à la communauté internationale pour lui confier un véritable rôle dans la reconstruction de l'Irak.

Un an après la chute de Saddam Hussein, le chaos s'installe en Irak avec des combats dans plusieurs régions entre forces américaines et insurgés, qui recourent aussi à des enlèvements.

De fortes explosions suivies d'échanges de tirs ont été entendues au centre de Bagdad hier soir, pour la quatrième nuit consécutive, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Depuis le début de la semaine, les affrontements ont fait des centaines de morts côté irakien et plus de 40 morts côté américain alors que plusieurs membres du Conseil de gouvernement transitoire irakien ont annoncé leur démission ou la suspension de leur participation à cette instance mise en place par l'Autorité provisoire de la coalition dirigée par Washington.

Deux soldats américains ont été tués et 13 blessés hier dans deux attaques distinctes près de Bagdad, selon le Centcom.

Dans le nord, le siège du gouvernorat de Mossoul a été attaqué après la prière du vendredi par des dizaines d'assaillants qui ont été repoussés par la police et la défense civile, a indiqué Hachem Hamadani, membre de l'exécutif du gouvernorat.

Hier, jour anniversaire de la prise de Bagdad par les Américains, un membre chiite du Conseil de gouvernement irakien, Abdel Karim al-Mohammadaoui, a annoncé avoir suspendu sa participation après avoir rencontré à Najaf le chef radical chiite Moqtada al-Sadr. Il s'agit du premier membre chiite du Conseil à annoncer une telle décision.

Deux autres membres de cette instance ont menacé de faire de même en raison des affrontements sanglants entre troupes de la coalition et miliciens de Moqtada al-Sadr dans les villes chiites du sud, d'une part, et les combattants de la guérilla sunnite à Fallouja (50 kilomètres à l'ouest de Bagdad), d'autre part. Il s'agit des sunnites Ghazi Ajil al-Yaour et Mohsen Abdel Hamid. Parallèlement, deux ministres irakiens ont démissionné jeudi et hier, Nouri Badrane (Intérieur) et Abdel Bassat Turki (Droits de l'homme).

Les combats se sont poursuivis hier à Fallouja, où plus de 400 Irakiens seraient morts depuis l'offensive américaine lancée lundi, destinée à retrouver les auteurs d'une attaque de la guérilla qui a tué quatre gardes de sécurité américains il y a huit jours.

Un membre sunnite du gouvernement provisoire, Adnane Pachachi, a déclaré sur la chaîne al-Arabiya, basée à Dubaï, que l'opération américaine contre Fallouja était un acte «illégal et totalement inacceptable».

Ces derniers jours, la guérilla, qui s'attaquait jusqu'ici aux troupes coalisées et aux forces irakiennes coopérant avec celles-ci, a adopté la tactique des enlèvements.

Six étrangers, enlevés tant dans les régions sunnites que chiites, étaient toujours retenus en otages hier: deux coopérants et un photographe japonais, deux Palestiniens, l'un naturalisé israélien et l'autre de nationalité canadienne, et un consultant civil britannique.

Le porte-parole de l'administrateur américain Paul Bremer a affirmé hier que la coalition refusait tout contact avec les ravisseurs.

Le Japon a annoncé qu'il ne retirera pas ses troupes d'Irak malgré l'enlèvement de ses ressortissants, que leurs ravisseurs menacent de brûler vifs.

Moqtada al-Sadr a appelé le président américain George W. Bush à retirer ses troupes d'Irak ou à faire face à une «révolution». La milice de Moqtada al-Sadr a pris le contrôle de la ville sainte de Najaf (centre) et de la localité voisine de Koufa. Elle contrôle aussi les postes de police de la ville sainte de Kerbala, où des milliers de pèlerins chiites sont attendus pour célébrer demain une importante fête religieuse dédiée à l'imam Hussein, dont la tombe se trouve dans la ville.

M. Bremer a annoncé hier la suspension de l'offensive américaine contre Fallouja pour, a-t-il dit, «permettre la tenue d'une rencontre de membres du Conseil de gouvernement irakien et de dirigeants musulmans locaux avec les chefs des forces anticoalition».

Un journaliste de l'AFP a constaté que la guérilla contrôlait hier l'autoroute entre Abou Gharib et Fallouja, soit une trentaine de kilomètres, où circulaient des centaines d'hommes armés de lance-roquettes RPG et de kalachnikovs.

La Russie a appelé à la cessation des opérations militaires en Irak et souligné que les forces de la coalition s'étaient engagées à ne pas recourir à «une utilisation disproportionnée de la force».

JEU

SUITE DE LA PAGE 1

à la loupe pour la première fois plus de 250 comptés américains avec ou sans casino.

L'étude, obtenue par *Le Devoir* avant sa parution dans un magazine spécialisé prévu dans quelques mois, isole plusieurs facteurs pour en arriver à ces conclusions. Elle utilise notamment des données très conservatrices en ce qui a trait à la région étudiée, se limitant à un périmètre de moins de 40 km autour du casino, soit l'environnement immédiat. Les recherches précédentes quadrillaient un territoire s'étendant jusqu'à 80 km de la maison de jeu, ce qui adoucissait indûment les chiffres, selon les auteurs.

MM. Morse et Goss démontrent également que les endroits qui ont un casino connaissent 35,4 % moins de faillites d'entreprises que les comptés identiques sans casino. Le stimulant économique d'un temple de la roulette et du black-jack sur les compagnies se confirme, à l'image des conclusions de plusieurs études. Ce sont donc les particuliers, les joueurs, qui écopent de façon disproportionnée. Aucune recherche semblable au Canada n'a été menée.

«Quand on implante un casino, c'est sûr qu'il y a des impacts économiques importants», explique Edward Morse lorsque joint à l'université Creighton, au Nebraska. Les bénéfices sont faciles à voir, comme les entrées de taxes supplémentaires, les emplois créés, l'augmentation de la valeur des édifices autour, etc. Mais faire une véritable analyse des coûts et bénéfices reste très difficile. Notre étude ne fait que lever le voile sur une parcelle des désavantages. Politiquement, c'est rentable d'ouvrir un casino. Mais économiquement, les conséquences négatives sont nombreuses, même si c'est plus ou moins flagrant. On commence à peine à voir combien ça coûte cher à la société. Les deux professeurs sont en train d'écrire un livre sur le sujet, dont leur récente étude sera l'un des chapitres phares.

Chercheuse à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et spécialiste de la question des jeux de hasard et d'argent, Elisabeth Papineau estime que la recherche de MM. Morse et Goss confirme ce que beaucoup d'experts pensaient. «C'est très clair que les problèmes de jeu entraînent de graves troubles financiers qui peuvent mener à la faillite, car ça se passe avec du fric! souligne-t-elle. Et même là, beaucoup de gens ont de sérieux problèmes d'argent et ne déclarent pas faillite. C'est souvent un dernier recours, après s'être endetté à mort. L'incidence économique du jeu est en réalité pire que cette étude américaine le dit.»

Selon Robert Ladouceur, à la tête de l'équipe du Centre québécois d'excellence pour la prévention et le traitement du jeu de l'Université Laval, 28 % des joueurs compulsifs seulement dans la province ferment leur livre bancaire et déclarent avoir tout perdu. Et les dettes s'élèvent habituellement entre 75 000 et 150 000 \$ par individu.

L'équivalent d'une récession tous les quatre ans

Earl L. Grinols, économiste à l'université de l'Illinois et conseiller républicain du président Ronald Reagan en 1987 et 1988, vient tout juste de sortir un livre qui apporte un éclairage nouveau sur les coûts sociaux du jeu chez nos voisins du Sud. Selon son étude, pour chaque bénéfice de 46 \$, le jeu coûte 289 \$ à la société. Tous les ans, les différents ordres de gouvernement américain doivent sortir 54 milliards \$US de leurs coffres pour contrer les effets négatifs du jeu, soit la moitié de ce que coûtent les conséquences (110 milliards) de la toxicomanie. Et avec la multiplication rapide des casinos, ces chiffres sont en hausse constante depuis 10 ans.

«Le coût social du jeu et des joueurs pathologiques équivaut à une récession supplémentaire tous les quatre ans», écrit Earl Grinols dans *Gambling in America: Costs and Benefits*. «Les bonnes politiques demandent des informations justes et fiables, ce qui est souvent déficient quand on parle de casinos et de loteries vidéo. Ce n'est pas parce que le gouvernement exploite lui-même le casino et qu'il réinvestit l'argent dans d'autres projets que le jeu n'a pas d'impact social. Il y a tout de même un coût élevé, comme la dépendance à l'alcool ou à la drogue. Si les désavantages n'étaient pas si grands, personne ne s'opposerait au jeu.»

Selon le plus récent rapport américain de la National Gambling Impact Study Commission (1999), un joueur aux prises avec un sérieux problème de jeu coûte 10 500 \$US par année à la société. Vols, fraudes, services médicaux, etc., entraînent une facture salée. Sans compter les crimes qui en découlent et que 50 % des joueurs pathologiques commencent eux-mêmes à perpétrer pour obtenir de l'argent (voir autre texte en page A 2). La perte de productivité à la suite des journées d'absence au travail, lorsque le joueur parvient à le garder, n'est pas non plus sur le radar de la Commission.

Ce calcul est l'un des plus conservateurs parmi ceux publiés, puisque la plupart des chercheurs estiment le coût social annuel d'un joueur pathologique entre 18 000 \$CAN (1994, Volberg, États-Unis) et 56 000 \$CAN (2000, Canada Tax Foundation, Manitoba). Les experts ne s'entendent pas en raison des variantes que chacun inclut dans ses calculs.

Comme tous les pays occidentaux voient entre 2 % et 3 % de leur population être victime du jeu compulsif, le Canada essuie une facture annuelle de 12,5 milliards de dollars pour ses 600 000 accros de la roulette, de la loterie ou des appareils de loterie vidéo (ALV), et ce, à une moyenne de 20 800 \$ chacun, montant généralement reconnu pour représenter une estimation assez juste, selon l'INSPQ.

Au Québec, les études de Robert Ladouceur démontrent que 2,1 % de la population est victime de son obsession pour le jeu, soit 140 000 individus. Facture annuelle: plus de 2,5 milliards de dollars, avec le même calcul que pour le reste du pays. En comparaison, Statistique Canada estimait récemment que 4,6 % des Québécois pouvaient souffrir de graves problèmes de jeu, pour une somme qui atteindrait alors plus de cinq milliards par année.

Loto-Québec, même si elle finance certains groupes comme l'équipe de chercheurs de Robert Ladouceur, n'a jamais voulu sortir elle-même la calculatrice et mettre en lumière les coûts sociaux du jeu qu'elle rend accessible à la population. «Nous sommes favorables à l'idée, mais ça prend un modèle fiable pour que les scientifiques s'entendent», explique Jean-Pierre Roy, porte-parole de la société d'État. Là, il y a trop de chiffres différents. Ce dernier affirme que le prochain plan d'affaires révisé de Loto-Québec, attendu d'ici la fin du mois d'avril, tiendra compte des impacts sociaux du jeu. En 2003, Loto-Québec a enregistré des revenus de 3,7 milliards de dollars, avec à la clé des profits de 1,4 milliard.

Selon Statistique Canada, le Québec dépense plus par habitant que la moyenne nationale en ce qui a trait aux jeux de hasard. En 2003, les Québécois ont sorti en moyenne de leur poche 190 \$ pour les appareils de loterie vidéo, 99 \$ dans les casinos et 161 \$ en loterie, pour un total de 450 \$. L'année dernière, ils ont dépensé 167 \$ chacun en moyenne pour des activités culturelles comme le cinéma, le théâtre et les musées.